

Réforme des retraites : le dialogue de sourds entre les profs et Jean-Michel Blanquer en six dates

Ils ne se comprennent pas. Après une forte mobilisation le 5 décembre, les profs remettent ça ce mardi. Leur ministre, Jean-Michel Blanquer, peine à les convaincre des bienfaits de la réforme des retraites, présentée mercredi par le gouvernement, et de la revalorisation qu'il leur promet en compensation.

Jean-Michel Blanquer a beau avoir promis une revalorisation aux enseignants et tenté de leur démontrer le bien fondé de la réforme des retraites, le ministre de l'Éducation n'arrive pas à convaincre ses troupes. Les enseignants sont aujourd'hui persuadés d'être les "perdants" de la réforme et n'en démordent pas.

Entre les promesses et les incompréhensions d'aujourd'hui, il faut, pour en comprendre les raisons, remonter à début octobre, lors du débat sur les retraites orchestré par le chef de l'État, à Rodez.

Jeudi 3 octobre : "Regarder les périodes de vacances"

C'est Emmanuel Macron lui-même qui avait donc créé le trouble, début octobre dans l'Aveyron. Le président de la République avait alors confirmé, lors d'un débat de trois heures, de possibles revalorisations des salaires des enseignants, mais qui ne se feraient pas sans "contreparties".

"Si je voulais revaloriser, c'est 10 milliards", avait lancé le chef de l'État. "On ne peut pas mettre 10 milliards demain, c'est vos impôts. C'est le déficit, c'est la dette pour nos enfants." Emmanuel Macron avait expliqué vouloir "repenser la carrière" et "mieux payer" les enseignants mais "du coup, parce qu'on paie mieux, peut-être qu'on change aussi le temps de travail et la relation au travail".

D'après le président de la République, les enseignants pourraient travailler "hors du temps scolaire", "que ça puisse être demandé aux enseignants, que le métier change". "Qu'on regarde aussi les périodes de vacances par rapport aux autres", avait ajouté le chef de l'État. Premier point de friction.

Lundi 2 décembre : "expliquer" à ceux "qui ne comprennent pas tout"

Entre temps, la mayonnaise monte et nous voilà début décembre. À l'approche d'une journée de grève qui s'annonce massivement suivie, le ministre de l'Éducation nationale, invité de RTL lundi 2 décembre, assure "vouloir agir pour les générations à venir", et "assurer l'égalité et la simplicité" dans la réforme.

Mais "certains sont en grève parce qu'ils ne comprennent pas tout, donc c'est notre

travail d'expliquer avant le 5 et parce qu'ils ont envie de faire valoir leur façon de voir", a jugé le ministre, suscitant ainsi l'agacement d'un bon nombre d'enseignants.

Réforme des #Retraites : "tous les paramètres sont sur la table", estime @jmblanquer dans #RTLMatin avec @VenturaAlbapic.twitter.com/3WWPdeJDss
— RTL France (@RTLFrance) December 2, 2019

Mercredi 4 décembre : la lettre de Blanquer

Dans un courrier leur étant adressé à la veille de la journée de mobilisation du 5 décembre, le ministre Jean-Michel Blanquer explique aux 870 000 profs qu'ils pourront notamment, avec le nouveau système de retraites, "cotiser dorénavant sur toute leur rémunération, y compris les primes".

Il détaille, pour les enseignants : "Du fait du montant plus limité des primes versées aux enseignants par rapport à d'autres fonctionnaires comparables, le gouvernement s'est engagé à ce que la mise en place du système universel s'accompagne d'une revalorisation salariale permettant de garantir un même niveau de retraite pour les enseignants que pour des corps équivalents de la fonction publique".

Jeudi 5 décembre : forte mobilisation

Mais le message ne semble pas passer. Déjà épuisés et échaudés par plusieurs réformes incomprises dans l'éducation, de nombreux profs expriment depuis plusieurs mois leur ras-le-bol. La réforme des retraites (et le sort qui leur est réservé dans le projet) apparaît pour beaucoup comme celle de trop.

Lors de la journée de grève du 5 décembre, le ministre Blanquer lui-même reconnaît "ne pas pouvoir nier" une mobilisation "assez forte" de la part des enseignants. "C'est du jamais vu depuis le printemps 2003", estimait quant à lui un représentant du syndicat SE-Unsa. Le Snuipp-FSU a comptabilisé 70% des enseignants du primaire grévistes et 75% dans les collèges et lycées ; le ministère relevait plutôt 51,15% pour les premiers, 42,32% pour le secondaire.

Les enseignants estiment avoir beaucoup à perdre avec la réforme des retraites, qui intégrerait dans le calcul non plus les six derniers mois mais l'ensemble de la carrière. En contrepartie, les primes seraient intégrées. Mais dans la réalité, les professeurs et notamment ceux du primaire, n'en touchent quasiment pas.

À la télévision le jeudi soir, le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, estime que "400 à 500 millions d'euros" par an seraient nécessaires pour la revalorisation promise par le gouvernement.

Après la réforme des retraites, "aucun enseignant n'y perdra et il y aura des augmentations de salaire", assure @GDarmanin sur le plateau de #VALPpic.twitter.com/p7WzGczu1x
— Vous avez la parole (@VALP) December 5, 2019

Vendredi 6 décembre : promesse répétée d'une revalorisation

"Il n'y a plus de raison de la colère" : au lendemain de la journée de grève, Jean-Michel Blanquer reconnaît qu'il est normal que les professeurs aient des craintes. "Il était tout à fait normal qu'il y ait un fort taux de grévistes hier car beaucoup de gens voulaient dire à quel point ils avaient des questions et des inquiétudes", détaille-t-il.

Retraites: Jean-Michel Blanquer évoque une augmentation des salaires et des primes pour les enseignants dès le 1er janvier 2021 pic.twitter.com/oqwLlb5YMi
— BFMTV (@BFMTV) December 6, 2019

Avant de, rebelote, "s'engager" à garantir le niveau de pensions des enseignants par une augmentation de leur rémunération, via des hausses de salaires et des primes. "Nous dirons dans la loi que nous nous engageons à ce que les pensions des professeurs ne soient pas inférieures aux pensions des fonctionnaires de catégorie A comparables. Ce qui n'est jamais arrivé jusqu'à présent", soulignant une "garantie absolument considérable" et "un progrès social incontestable."

Mardi 10 décembre : nouvelle journée coup de poing avant les annonces ?

Mais décidément, Jean-Michel Blanquer ne convainc pas : mardi, plusieurs syndicats (FSU, CGT, FO, Solidaires) ont appelé à participer à la nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle, à la veille des annonces du Premier ministre. Édouard Philippe doit en effet présenter mercredi le contenu détaillé de la réforme. "Il y aura sans doute moins de grévistes que jeudi dernier mais on s'attend à un mouvement très suivi", confie à l'AFP Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, le premier syndicat du primaire.

La revalorisation salariale promise par le ministre laisse donc toujours perplexe les enseignants, car il faudrait, disent-ils, qu'elle soit extrêmement conséquente pour leur permettre d'obtenir une pension de retraite équivalente à celle prévue par l'actuel système.